

**MUSULMANS !**

à l'occasion de laïd Etedhiya  
« EL OUMA » vous dit

**Aïdkoum Mabrouk**

n'oubliez pas qu'il vous faut toujours sacrifier  
quelque chose à son pays.

Abonnez-vous à « EL OUMA » et souscrivez  
pour soutenir sa vie.

**EL OUMA**



Organe National de Défense  
des Intérêts des Musulmans Algériens  
Marocains et Tunisiens

جريدة وطنية سياسية للدفاع عن حقوق  
مسلمين أفريقيا الشمالية

Adresser toute correspondance à

**SID DJILANI**

1, rue Basse-des-Carmes — PARIS (5<sup>e</sup>)

Directeur Politique : MESSALI HADJ

**ABONNEMENTS**

Afrique du Nord et France ... 10 francs par an  
Autres pays. ... 20 francs —

**La Commission d'enquête parlementaire  
prévue par le Rassemblement Populaire  
va partir pour l'Algérie**

AUX AMIS D'« EL OUMA »

**Alerte! notre devise:  
EL OUMA  
partout!**

Le journal « El Ouma » est dans sa septième année. Il a déjà parcouru un long chemin sans abandonner un seul instant la tâche qu'il s'est assignée. Vivant du peuple, et en particulier des travailleurs, il a, en toute circonstance, fait face à toutes les attaques furieuses et violentes de l'impérialisme et de ses laquais. Point n'est besoin de monter en épingle son action, son courage et son esprit de sacrifice. Ce qui importe aujourd'hui est tout différent.

En 1930, année de la fondation d'« El Ouma », il n'y avait presque aucun journal sérieux défendant réellement les intérêts de notre peuple; les feuilles existant à cette époque ne faisaient que tresser des couronnes de fleurs au colonialisme.

La parution d'« El Ouma » a rencontré une hostilité unanime de la part des messieurs qui dansaient en rond. Ce n'est pas qu'en Algérie qu'il souleva des cris et des vociférations; à Paris également, il a gêné pas mal de révolutionnaires en peau de lapin et qui, au fond, n'étaient que des ronds-de-cuir et des bureaucrates figés dans leur orgueil.

Malgré cette hostilité, malgré la mauvaise foi des uns et la stupidité des autres, « El Ouma » vit et a même réalisé un progrès remarquable et digne. L'alerte que nous sonnons aujourd'hui est un cri de ralliement, d'organisation et de défense aux « Amis d'« El Ouma » et autour du journal « El Ouma » pour mettre en application notre devise : « El Ouma » partout ! » Le peuple algérien, qui prend de plus en plus conscience de ses droits et de sa force, se rend compte combien la presse est indispensable à un pays pour faire entendre sa voix et ses desirs et quel rôle dominant elle joue dans la société. Il sait également qu'un journal voyage et pénètre partout, là où ne peut arriver ni militant ni propagande, faute de moyens. C'est pour cette raison que l'impérialisme, lui, ne néglige pas ce grand côté de la lutte. Il dispose de grands journaux d'information, de revues, d'hébdomadaires et même d'écrivains dont la plume est facile à acheter pour chanter sa gloire et ses mérites. Il est capable ainsi de créer, par cette puissance d'information, un « climat » d'où sortira une opinion publique soutenant des idées bien fragiles à l'examen. Les peuples opprimés sont victimes de toutes ces orchestrations organisées par l'argent des victimes elles-mêmes. Il suffit de penser combien le colonialisme a à sa disposition de quotidiens en Algérie et en France et avec quel acharnement ces derniers défendent sa mauvaise et indéfendable « cause » pour saisir l'importance de la presse et comprendre combien celle-ci est indispensable à ceux qui veulent se défendre et faire entendre leur cri étouffé par le tintamarre de la presse bien pensante. C'est précisément là le but de cet article; il consiste à faire appel aux « Amis d'« El Ouma », à ses lecteurs, à ses sympathisants, ainsi qu'aux hésitants pour rassembler les efforts, les énergies, la bonne volonté et pousser tous avec énergie et persévérance à réaliser « El Ouma » partout ! »

(Voir la suite en deuxième page)

**Subira-t-elle le triste  
sort des précédentes ?**

La seule revendication coloniale que comporte le programme politique du Rassemblement populaire est l'envoi en Afrique du Nord d'une Commission parlementaire d'enquête pour voir sur place la situation des populations musulmanes qui réellement se trouvent, qu'on le veuille ou non, dans un état d'appauvrissement, d'exploitation et d'obscurantisme incontestable.

La Commission d'enquête pour l'Algérie est nommée et, d'après la presse, devrait partir le 20 février. Nous, nous posons la question : partira-t-elle ou subira-t-elle le sort d'un enterrement de première classe ? Pourtant, en attendant son départ, il est utile d'apporter quelques éclaircissements à nos lecteurs, et de les mettre en garde contre toutes les manœuvres ou intrigues qui essaieraient de détourner la Commission d'enquête de sa véritable tâche et de sa haute mission. Tout d'abord, les membres de la Commission ne sachant pas l'arabe ni le kabyle, devront avoir à leur disposition des interprètes parlant l'arabe, le kabyle et le français. Ces interprètes ne doivent pas être désignés parmi les officiels ; ils doivent être pris dans le peuple, en dehors du personnel du gouvernement d'Algérie et en dehors de tout parti politique. Aussi ces interprètes devront jurer de dire la vérité et de ne craindre aucune répression de l'administration algérienne, et la Commission doit être garante contre toute tentative de répression à l'égard de ses interprètes. Si nous donnons ces quelques renseignements c'est parce que nous savons comment les Commissions précédentes ont fonctionné. L'Algérie a déjà connu plusieurs Commissions d'enquête ; toutes ont abouti aux mêmes résultats, c'est-à-dire aux résultats attendus par le colonialisme, — pour ne parler que de la dernière, celle du régime de M. Carde, pour laquelle un grand tam-tam a été fait afin d'éblouir le peuple, en nommant plusieurs sous-commissions s'occupant ainsi des revendications politiques, économiques, sociales, culturelles et religieuses. Mais ce ne fut qu'une mise en scène, une véritable comédie bien organisée et bien jouée et qui a duré quelques jours pour amuser la galerie ; puis, comme par enchantement, on n'entendit plus rien dire. Pour éviter le retour de pareils faits, la Commission d'enquête doit être libre de toutes attaches et de toutes influences ; elle ne doit pas perdre son temps ni à des réceptions officielles, ni à des banquets, ni à des visites préparées par l'administration pour ne laisser voir que les belles bâtisses, les monuments, les villas, les châteaux, les banques, les fermes construites avec la sueur et les biens du peuple algérien. Cette Commission doit tout voir ; tous les dossiers doivent être largement examinés par elle ; rien ne doit lui être caché. Elle doit surtout parcourir le pays en tous sens, se renseigner près des fellahs, ouvriers, dockers, ciriers, petits commerçants, artisans, élèves, instituteurs, etc., pour connaître leurs souffrances et leurs revendications.

Que la Commission me permette de lui conseiller, dans son enquête, de rassurer les personnes auxquelles elle

s'adressera en les priant de parler franchement, sans aucune crainte, car le peuple est terrorisé par l'administration et, souvent, il préfère ne rien dire pour ne pas s'attirer les foudres de cette dernière.

Qu'on nous permette également de signaler à la Commission, avant son départ pour l'Algérie, qu'elle devrait faire une enquête sur le sort des travailleurs nord-africains à Paris, à Lyon et à Marseille pour ne parler que de ces grands centres. Notre ami Lagrosillière, président de la Commission d'enquête, n'ignore pas qu'il existe à Paris une véritable commune mixte ayant un caïd en pardessus et des chaouches en chapeau gris qui infligent aux Algériens un régime spécial, un hôpital spécial, des cartes spéciales. En matière syndicale, le musulman algérien ne peut être délégué, et, s'il l'est maintenant ce n'est qu'une tolérance, car la loi spécifie que le délégué doit être Français et jouir de ses droits civiques et politiques ; or l'Arabe n'est qu'un sujet. Jusqu'à maintenant le travailleur algérien ne touche pas les allocations familiales alors que le patronat verse pour cette indemnité l'argent nécessaire à la Caisse de compensation. Des usines et des compagnies refusent d'embaucher des Nord-Africains. Dans un meeting que j'ai tenu à Saint-Etienne, le 17 janvier 1937, un syndicaliste français est venu lui-même reconnaître qu'on avait débâché soixante-six Algériens. Le patronat de l'Est, manquant d'ouvriers, avait demandé à Saint-Etienne de lui en embaucher un certain nombre, mais en spécifiant de ne pas prendre d'Algériens. Ce même patronat a sans doute oublié qu'en 1914, alors qu'il prenait le chemin de la Suisse ou de Monte-Carlo, les Algériens se faisaient casser la gueule pour le roi de Prusse. Les Algériens n'ont pas oublié qu'en 1914 et en 1918 ils ont versé leur sang pour obtenir uniquement des promesses vagues et chimériques.

Pour cette fois, nous nous permettons de signaler à la Commission d'enquête les considérations citées plus haut, considérations que nous jugeons absolument indispensables pour une Commission d'enquête qui veut vraiment se rendre en Algérie pour voir, pour entendre et pour comprendre.

Dans notre prochain numéro, nous nous expliquerons davantage mais aujourd'hui nous appelons le peuple algérien à saisir cette occasion pour dire franchement à la Commission d'enquête ce dont il souffre et ce dont il a besoin, sans crainte de personne et sans menace de la part de l'administration algérienne. Que des protestations, que des cahiers de revendications, viennent des villes, des campagnes, de partout. Formez dans chaque village des délégations qui iront au devant de la Commission d'enquête pour lui soumettre vos doléances. Le peuple algérien ne doit laisser échapper aucune occasion pour manifester son mécontentement et présenter ses revendications. Or n'a rien pour rien ; l'action s'impose maintenant plus que jamais. C'est le moment de parler et d'agir.

L'AVENTURIER.

**Un grand Meeting  
à la Grange-aux-Belles**

Magnifique meeting organisé par la Ligue de défense des intérêts des musulmans algériens, où tous les orateurs ont vigoureusement protesté contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine et dénoncé la duperie du projet Viollette. Notre ami Messali, invité, fut chaleureusement acclamé par toute la salle qui entonna le chant patriotique algérien.

Judi 11 février 1937, à 20 h. 30, s'est tenu, dans la salle de la Grange-aux-Belles, un magnifique meeting organisé par la Ligue de défense des intérêts des musulmans algériens. Plus de 3.500 musulmans nord-africains étaient présents. La séance est ouverte à 9 heures, mais la salle unanime réclame à la tribune Messali, à qui est fait une magnifique ovation. La parole est donnée à Sid Djilani, gérant du journal El Ouma, qui, en langue arabe, proteste contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine et combat le projet Viollette. vaguement, lui, a dénoncé et flétri les accusations soi-disant profascistes que certains, d'ailleurs intéressés, voudraient prêter à l'Etoile Nord-Africaine, dont il rappelle l'action auprès du Front populaire et du peuple français. Faure, de La Défense de la race nègre, est chaleureusement applaudi et déclare : « Je viens avec joie parmi mes frères arabes et je leur dis qu'au lendemain de la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, mes amis m'ont recommandé de me mettre à la disposition de celle-ci pour lui apporter la solidarité fraternelle et l'aider à protester contre cette injustice et inique dissolution. » (Vifs applaudissements.) En ce qui concerne le projet Viollette, il dit : « Mes frères, méfiez-vous de cette duperie ; pour ma part, quoique citoyen français, je reste pour l'impérialisme africain noir, et la preuve c'est qu'un meeting organisé par notre Ligue, déclarée et reconnue, afin de protester contre la dissolution de votre organisation, a été interdit par le gouvernement de Front populaire. » Il conclut en invitant les Arabes à fraterniser avec les noirs, et s'écrie, avant de quitter la tribune : « L'Afrique aux Africains ». Cette conclusion est frénétiquement applaudie. Hadj Ali tient à s'associer aux orateurs qui l'ont précédé et à protester contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine qui, dit-il, est une organisation ouvrière ayant adhéré dès la première heure au Front populaire. Il dit : « Je voudrais, pour mieux prouver ma protestation contre cette dissolution, que vous, mes frères, vous observiez, debout, une minute de silence. » Ce qui fut fait religieusement. Ensuite il examine le projet Viollette point par point et se déclare contre. « J'ai été, dit-il, favorable à ce projet, mais après en avoir examiné le texte, je constate que c'est une duperie ; par lui l'indigénat, les lois et mesures d'exceptions continueront à subjuguer nos frères. » (Vifs applaudissements.)

La salle réclame Imache, qui monte à la tribune, s'élève de toutes ses forces contre le projet Viollette, « prologue d'assimilation et de naturalisation ». Contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, et rend responsable de parti communiste qui, lui, il y a quatre ans, a cherché par tous les moyens cette triste solution. Il lit ensuite un document provenant d'un anarchiste algérien européen dont la haine, le mépris à l'égard du « détail » (c'est ainsi qu'il qualifie les Arabes), dépasse celui de la pire réaction. La parole est alors donnée à Messali que l'auditoire, debout, accueille par des applaudissements sans cesse répétés et aux accents du chant patriotique algérien. L'ancien président de l'Etoile Nord-Africaine semble ému par l'ovation chaleureuse et sympathique de ses frères de lutte et de misère qui tiennent à lui renouveler leur affection, leur obéissance et leur confiance. Dans un silence impressionnant, Messali déclare : « Je remercie avec joie les organisateurs de ce meeting qui m'ont invité, et m'ont permis d'apporter à cette importante réunion, avec mon entière solidarité, mon point de vue sur le sujet qui nous réunit tous ici. Le projet Viollette date de 1871 ; il nous a coûté cher puisque, par une manœuvre politique, l'impérialisme nous a arrachés, au moyen de la loi Crémieux, une importante fraction de la population autochtone algérienne qu'il a su, par le jeu des intérêts, dresser contre nous. Non seulement cette fraction est passée de l'autre côté de la barricade, mais



Nous espérons que la commission d'Enquête n'oubliera pas de visiter ces villages où la misère rôde.

HABIB BOURGUIBA

Secrétaire général du Destour est fêté par ses amis de Paris

elle est devenue le guide et le laquais du colonialisme. M. Viollette voudrait aujourd'hui tenter la même opération en absorbant les intellectuels de chez nous...

Boumendjel, avocat à la Cour, succède à notre directeur. Il dit sa joie de se trouver avec ses frères, et se réjouit de voir au présidium toute les tendances algériennes unies fraternellement...

Naroun Amar monte à la tribune, dit toute la joie qu'il éprouve devant cette magnifique réunion, et ajoute: « Je ne suis pas d'accord avec l'Etoile Nord-Africaine, je le dis franchement, mais je n'en proteste pas moins contre sa dissolution arbitraire... »

En ce qui nous concerne, la liberté de la presse vient d'être aggravée tout dernièrement par l'amendement du colonialisiste député Brunet sans soulever aucune intervention des députés communistes...

Le projet Viollette a été tellement stigmatisé et a rencontré une telle hostilité de la part de toute la salle qu'il n'a même pas figuré à l'ordre du jour, voté à l'unanimité...

Dimanche 14 février, salle des Sociétés savantes, la section parisienne du Destour tunisien recevait son secrétaire général, Habib Bourguiba. Un thé cordial réunissait deux cents militants et amis.

Après quelques mots de bienvenue du camarade Thamer qui présidait et qui se félicitait du succès de cette fête improvisée, la parole est donnée au camarade Hadi Nouira, secrétaire de la section parisienne du Destour...

La parole est donnée au camarade Roland-Michel dont les déclarations étaient attendues avec une légitime curiosité. « Front social » est, en effet, de tous les organismes constitués, le seul qui ait osé affirmer une doctrine coloniale cohérente et conforme aux intérêts du peuple français...

Roland-Michel, avec sincérité et courage, affirme que l'idéal destourien n'est nullement en contradiction avec l'idéal démocratique, surtout lorsque, comme c'est le cas, celui-ci est teinté de « Front populisme ».

Point n'est besoin d'ajouter que nous n'étions pas habitués à des paroles aussi nettes. L'Etoile Nord-Africaine, qui vient d'être victime de « coup du père François », n'avait jamais dit autre chose.

D'ailleurs la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine ne laisse pas indifférent le camarade Roland-Michel. Il en parle en termes véhéments.

« C'est, en vérité, une brimade inutile, c'est un acte de faiblesse en dépit de son apparente énergie, une capitulation devant les forces de régression sociale. »

La péroraison du camarade Roland-Michel est vivement applaudie.

Boumendjel prend ensuite la parole. Dans sa courte intervention il analyse les principes qui sont à la base de la politique coloniale du gouvernement de Front populaire.

Qu'est-ce à dire? Sinon que, suivant le pays colonisé, le gouvernement, sous la pression des fascistes d'outremer, pression d'autant plus efficace que le plus souvent aucune force des « masses autochtones » ne vient la neutraliser...

Vivement applaudi, Messali, avec cette distinction qui lui est coutumière, salue à son tour Habib Bourguiba au nom des « Amis d'El Ouma ». Il ne s'étend pas sur la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine...

Messali remercie le camarade Roland-Michel pour ses généreuses déclarations. Il s'exprime en communion d'idées avec lui. Puis, avec cette vibrante sincérité qui l'an-

me, Messali s'adresse directement aux militants du Destour et leur demande pour des luttes communes une solidarité effective.

La parole passe alors à Habib Bourguiba. Pendant une bonne heure, malgré une fatigue visible, le leader tunisien, avec cette éloquence persuasive dont il a le secret, va parler du problème nord-africain.

La place nous manque pour résumer comme il convient sa harangue véhémente et documentée.

Dès le début, il affirme sa solidarité avec Messali. La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine a été accueillie en Tunisie avec une légitime colère.

« Nous ne contestons pas à l'Etoile Nord-Africaine le droit de se singulariser par une opinion que l'immense majorité de la population musulmane repousse comme une utopie dangereuse et stérile... »

« C'est aux accents de la Marseillaise et de l'Internationale, joués au phonographe et amplifiés par les haut-parleurs que s'ouvrit hier, vers 9 h. 30, le meeting organisé par le Comité algérien du Congrès musulman pour réprocher la campagne dirigée contre le projet du gouvernement... »

« Est-ce que le chant arabe, dans un pays arabe, dans un meeting arabe, au milieu des Arabes, est devenu un délit ou une provocation? Est-ce logique de livrer à la persécution des jeunes gens qui ont commis le crime de chanter en arabe... »

Messali HADJ.

Réponse à M. Deloche de L'Humanité

La population musulmane nord-africaine attendait avec quelque impatience et avec curiosité l'attitude qu'allait prendre le Parti communiste français, à l'égard de la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine.

Ce qui frappe le plus dans cet article, ce sont deux points qui ont servi de piliers pour charpenter ce monument d'hypocrisie et d'acrobatie politique.

« Essayer de faire croire que c'est une protestation, et cela est destiné aux Nord-Africains; 2° dans le milieu et vers la fin, il veut justifier avec une roulerie qui ferait pâlir un Gascon la dissolution de l'Etoile; cette deuxième partie est destinée à approuver ceux qui ont frappé l'Etoile. »

« D'ici quelques mois, nous devrions avoir dans notre pays deux cents groupes des « Amis d'El Ouma » bien organisés et touchant un grand nombre de lecteurs et d'abonnés. »

AUX AMIS d'El Ouma

« Que sont, au fond, les « Amis d'El Ouma » et quelle doit être leur action? Eh bien! c'est très simple: il suffit d'avoir de la bonne volonté et de désirer l'amélioration de son sort socialement, politiquement et économiquement... »

Maintenant, le chemin est tracé; il faut partir du bon pied pour la réalisation de nos revendications en travaillant, en agissant et en criant dans chaque réunion, manifestation et là où on se trouve en société (mariages, fêtes, cérémonies) « El Ouma » partout! »

On nous communique:

A la suite d'un article paru dans un journal régional de Clermont-Ferrand, signé d'un certain Ahmin fils, ayant pour titre « Les Pères Blancs », les musulmans de Clermont-Ferrand nous communiquent:

UN GROUPE DE MUSULMANS N.-A.

UN DEMENTI

Depuis plusieurs semaines « L'émancipation nationale » fait paraître un communiqué de sa section dionysienne indiquant qu'un grand nombre de coloniaux assistaient à ses réunions ou des ordres du jour étaient votés à l'unanimité. A vrai dire, ces réunions ne comptaient jamais plus d'une douzaine de personnes...

P. P. F.

NON,

les militants de "El Ouma" ne sont pas des provocateurs

Nous n'aurions pas répondu aux attaques de La Défense, si ce n'était le mensonge qui les caractérise et la mauvaise foi qui les accompagne. Nous ne nous laissons pas entrainer dans le mysticisme du projet Viollette...

« Il est regrettable que ces militants de la onzième heure aient voulu faire de l'obstruction et du sabotage dans une réunion dont le but n'était pas de donner libre cours à des effusions démagogiques... »

Lisez ce qui suit, et qui n'est qu'une contradiction avec ce qui précède, étant donné qu'en premier lieu ce journal nous demande d'être d'accord avec lui sur le projet Viollette...

« Nous ne contestons pas à l'Etoile Nord-Africaine le droit de se singulariser par une opinion que l'immense majorité de la population musulmane repousse comme une utopie dangereuse et stérile... »

Alors que doit-on comprendre? Si vous nous reconnaissez le droit d'avoir une autre opinion, il faut nous la laisser exprimer et l'expliquer au peuple; autrement dit, de grâce, accordez vos violons!

« La Défense ne relate pas les membres de l'Etoile Nord-Africaine ont été persécutés et expulsés du meeting, mais, pour éclairer l'opinion du public, donnons la parole à l'Etoile d'Alger du 25 janvier 1937, qui relate les faits: »

« C'est aux accents de la Marseillaise et de l'Internationale, joués au phonographe et amplifiés par les haut-parleurs que s'ouvrit hier, vers 9 h. 30, le meeting organisé par le Comité algérien du Congrès musulman pour réprocher la campagne dirigée contre le projet du gouvernement... »

« Le président de la réunion, M. Lamine Lamandi, directeur de La Défense, s'éleva aussitôt avec véhémence contre cette tentative d'obstruction et menaça les tribulations de les faire expulser. Comme les membres de l'Etoile Nord-Africaine continuent leur chant, une partie de la foule s'éleva vers eux. Une courte bagarre se produisit. En quelques secondes, les nationalistes sont refoulés vers l'extérieur. »

Voilà donc comment L'Etoile d'Alger, qui est loin d'approuver l'Etoile Nord-Africaine, retrace les faits. De cela nous le remercions et nous regrettons amèrement que La Défense, sans rien dire sur l'incident, attaque avec haine les membres de l'Etoile Nord-Africaine.

« Ce n'est donc ni une obstruction ni une provocation comme le prétend notre confrère La Défense, c'est simplement le chant national arabe qui a incommodé un meeting musulman, ou plutôt qui se prétend musulman. Il est relaté plus haut par L'Etoile d'Alger, que l'ouverture de la séance fut saluée par la Marseillaise et l'Internationale, et ce n'est pas nous qui reprocherons à ces gens de préférer ces deux chants au chant arabe, mais ce que nous sommes en droit de leur demander, c'est de nous laisser chanter le chant arabe dans un meeting du Congrès musulman algérien. »

« Est-ce que le chant arabe, dans un pays arabe, dans un meeting arabe, au milieu des Arabes, est devenu un délit ou une provocation? Est-ce logique de livrer à la persécution des jeunes gens qui ont commis le crime de chanter en arabe dans un meeting où l'on doit parler des choses et des intérêts de la population arabe? Non, vraiment, c'est fort de café! Ce n'est pas seulement ridicule et stupide, c'est d'une platitude sans bornes. Et puis pourquoi refuser la parole à ces jeunes? Est-ce qu'ils n'ont pas le droit d'exprimer leur opinion sur le projet Viollette autour duquel vous voulez créer une mystique pour le faire avaler par le peuple? Et cependant c'est un meeting qui fait appel à tous les musulmans pour approuver et désapprouver cette duperie du projet Viollette. Si l'on avait expliqué le projet Viollette au peuple, nous sommes certains que, sur six millions, il n'y aurait pas 40.000 Arabes pour l'accepter. Mais on opère avec le peuple, qui ignore cette machination, comme à la foire d'empoigne. »

« Militants de la onzième heure! dit notre confrère La Défense. Pardon, messieurs, il y a onze ans que l'Etoile Nord-Africaine, il y a six ans qu'El Ouma dénoncent le colonialisme. Au temps où M. Lamondi était encore fonctionnaire de l'administration algérienne, ceux que vous appelez les militants de la onzième heure travaillaient à éduquer les masses et à les guider dans le chemin de la dignité, mais non vers la platitude. »

EL DJAZIRI.

# LA DISSOLUTION DE L'ETOILE

## Aux tartufes de la démocratie

Une stupeur immense a frappé le monde des travailleurs coloniaux, en particulier les Nord-Africains, devant le décret de dissolution de l'Etoile Nord-Africaine. D'abord ce ne furent que des bruits inconsistants qui nous laissaient sceptiques, mais il fallait bientôt se rendre à l'évidence : le fait devenait réel et sa signification effective.

L'indignation des travailleurs nord-africains fut grande, et elle n'est pas près de se calmer. Ainsi le gouvernement du Front populaire a accompli là ce qu'aucun gouvernement réactionnaire n'a osé faire. Et c'est un gouvernement de masses, à direction socialiste et soutien communiste, qui a pris cette mesure tout à fait impopulaire et inscrit à son actif un geste apolitique envers une fraction, la plus humble, la plus déshéritée, de travailleurs originaires des colonies. Ainsi ce qui nous paraissait incroyable il y a quelque temps, devient une réalité aujourd'hui.

Mais ce qui nous indigné le plus, c'est que le motif invoqué contre l'Etoile est un des points les plus importants du programme des partis qui ont fait naître ou qui soutiennent le gouvernement actuel. Bien mieux, l'arme dont il s'est servi pour la première fois depuis sa promulgation vient de lui être offerte par ces mêmes partis, il y a quelques mois, et qui rendent par ce simple geste tout un passé glorieux, une attitude, envers les peuples coloniaux, faite toute de l'esprit de sacrifice, de générosité et de courage.

Le « crime » de l'Etoile est, pour comble d'ironie, d'avoir repris à ces mêmes partis leur mot d'ordre : « Des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes » et d'en faire la raison de son activité et le but de sa lutte quotidienne. Elle expie, aujourd'hui, la faute grave d'avoir ajouté foi à la prétendue hostilité au colonialisme de ces partis qui, croulant dans l'opportunistisme, vont jusqu'à faire la plus honteuse besogne de mouchardage et à devenir le fourrier de la répression impérialiste.

Les échos ne sont pas encore tout à fait morts en nos cœurs, des déclarations solennelles, la main sur le cœur et des tremolos dans la voix, sur la république, la démocratie, la fraternité des peuples, que déjà on nous fait sentir tout le poids de leur signification spéciale.

Nous pensions alors candidement que ces notions sociales généreuses étaient communes et applicables à tous les hommes, quelles que soient leur race, leur couleur, leur religion. Brutalement on nous détrompe. On nous fait comprendre que ces notions sont bonnes en réunion solennelle, privée et dans l'opposition, alors que côté à côté nous manifestions notre dégoût et notre répulsion du fascisme. Maintenant, du moment que l'on est au pouvoir, ne créons pas, s'il vous plaît, de nouvelles difficultés ; laissons tout cela pour un avenir plus ou moins éphémère, nous dit-on.

Mais, ajoutez-t-on, si vous voulez persister dans votre attitude, ne confondez pas, surtout, démocratie avec esclaves coloniaux, fraternité avec races et couleurs et libre disposition des peuples par eux-mêmes avec peuples opprimés, sinon vous en supporterez les graves conséquences.

Le malheur de l'Etoile, c'est de ne pas avoir vu la juste limite de ces différentes notions, qu'elle a entremêlées, confondues l'une avec l'autre. Aussitôt toutes les foudres de la répression impérialiste se sont abattues sur elle, juste rançon de sa méprise, de son erreur.

Telle est toute la philosophie de cette odieuse mesure contre l'Etoile Nord-Africaine, organisation des travailleurs algériens, tunisiens, marocains, fruit de leurs incessants efforts, de sacrifices constants depuis onze ans.

Après cela qu'on vienne leur dire que l'on agit conformément à ce noble idéal de justice, de démocratie, de fraternité et de rénovation sociale !

Non, mille fois non ! On ne saurait permettre que l'on ravale ces généreux principes au rôle de masque d'aussi vils sentiments tels que l'ostacisme et l'intolérance.

Aussi, à ceux qui, aujourd'hui, couvrent de leur silence cette mesure inique et, demain, voudront leur parler et tenteront de se poser devant eux en démocrates, en révolutionnaires, ces travailleurs sauront les accueillir avec la seule épithète digne d'eux :

Tartufes de la démocratie ! Philistins de la révolution !

## La jeunesse algérienne nous écrit :

Frères musulmans, à vous tous, membres et dirigeants de l'E. N. A. La dissolution de l'E. N. A. nous a causé beaucoup de peine ainsi qu'à tous les bons musulmans (nous voulons dire ceux qui le sont de cœur).

L'Algérie est pleine de musulmans, mais il ne leur en reste plus que le nom. Vous savez de qui nous voulons parler. Il s'agit de nos élus et de certains de nos intellectuels qui, trahissant tous leurs sentiments, ne cessent de répéter à tout venant que l'Algérie est française et le restera. Nous espérons que, avec l'aide d'Allah, ses enfants ne permettront pas qu'un tel crime se commette, et que le jour viendra où l'Algérie verra flotter au sommet des minarets le drapeau vert et blanc avec son croissant.

Une seule société existait, qui réchauffait nos cœurs, qui nous faisait espérer la fin prochaine de l'oppression colonialiste. Elle groupait autour de sa bannière des gens de cœur, des musulmans dignes de ce nom, et voilà qu'elle vient d'être dissoute, victime des colonialistes, qui veulent prolonger le sommeil de leur proie pour mieux la plumer, victime de nos élus qui, emportés par le courant de l'occidentalisme, rêvent de siéger un jour au Parlement français, à Paris. C'est pour cela que, oubliant leur devoir vis-à-vis de l'Islam, ils viennent de souscrire, à l'unanimité, à un projet qui, il faut le reconnaître, satisfait leur orgueil et leur ambition, mais ruine du même coup l'avenir de tout un peuple. Nous reconnaissons avec vous que le projet Viollette portera un coup mortel et à l'Islam et à la civilisation musulmane en Afrique du Nord. Nous ne voulons pas cela, car dans nos veines coule encore le sang noble des premiers Arabes qui ont répandu cette civilisation partout dans le monde.

Chaque fois que nous entendons parler, dans l'histoire, du réveil d'un peuple, un frisson nous traverse ; nous nous disons : « A quand le tour de l'Algérie ? » Les événements de Tunisie et l'importance prise par l'E. N. A. ces derniers temps nous font entrevoir un avenir souriant. Nous savons en effet que le nombre de ses adhérents croît chaque année. L'Algérie ne fait pas exception. Cette dissolution purement théorique, loin de refroidir les esprits, n'a fait que les enflammer. L'oppression peut détruire les cadres d'une association, mais il ne peut rien contre les cœurs, car vous pouvez être certains que rien ne parviendra à extirper de notre cœur ces sentiments, les plus nobles que nous puissions avoir. Nous tâcherons de les répandre autour de nous, chez des gens qui ne demandent qu'à être convaincus. La plupart s'imaginent en effet que, sans la France, le soleil ne se lèvera pas sur l'Algérie, qu'il est impossible d'obtenir l'indépendance et que même, si nous l'avions, nous serions embarrassés, incapables de nous gouverner. C'est là le résultat de la propagande néfaste de nos prétendus élus, nos ennemis. Nous avons fait ce qu'il était de notre devoir de faire, c'est-à-dire vous encourager et vous inviter à poursuivre, avec persévérance, une politique, la seule salutaire pour notre terre chérie, l'Algérie. Nous vous promettons en outre de vous aider dans toute la mesure du possible. Car, nous ne vous le cachons pas : il nous est impossible de nous déclarer nettement. Ce n'est pas une faiblesse de notre part. Non ! Nous sommes des élèves de lycée algérien et j'espère que vous ap-

prouverez notre conduite. Nous nous déclarerons hautement lorsque le moment viendra, lorsque nous serons libres. Nous sommes des hommes qui aimons notre pays. Nous sommes nationalistes ! Merci, frères, pour ce que vous avez fait. Bon courage et continuez.

Un groupe d'étudiants d'Algérie salue en Messali Hadj le symbole de la liberté du peuple musulman algérien.

P.-S. — Répondez-nous sur votre journal, si vous le pouvez. Nous le lisons.

## Démocratie ou dictature ?

Le gouvernement de Front populaire, par un décret, vient de dissoudre notre chère Etoile. Ce sont ceux-là mêmes qui n'ont cessé de lutter pour la cause de la liberté qui, aujourd'hui au pouvoir, n'ont pas manqué de porter un coup violent à la démocratie en dissolvant la seule organisation nationale du peuple musulman algérien : l'Etoile Nord-Africaine, dont les membres adhèrent au Front populaire. L'Etoile a contribué, par tous les moyens, à la solidarité du Front populaire. Au moment où les factieux menaçaient de descendre dans la rue, elle a fait savoir aux musulmans que leur place était aux côtés des masses populaires. Aujourd'hui, ce gouvernement, à qui nous avons donné tout notre appui, par une mesure arbitraire et contraire au serment du 14 juillet 1935, a prononcé la dissolution de l'Etoile. Les raisons invoquées par lui sont tout à fait absurdes ; l'Etoile n'a commis aucun désordre ; quant à son programme et à son action, il date d'une époque précédant de beaucoup l'avènement du Front populaire, qui a commis, par cette dissolution, une faute grave, pleine de conséquences.

Le peuple musulman algérien croyait, devant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front populaire, voir s'ouvrir une ère nouvelle, ère de justice humaine, ère de liberté ; ses illusions sont éteintes. Aujourd'hui, à la suite de ce coup brutal, il comprend que la dissolution de l'Etoile n'est que le prélude du renforcement pur et simple du fameux code de l'indigénat, « dédié à ceux qui veulent faire croire hypocritement que le projet Viollette est un pas vers l'émancipation ». La réponse de M. Aubaud à l'interpellation Roux-Freissineng est très significative ; beaucoup d'éléments connus, certaines organisations de gauche, qui prétendent être favorables à notre liberté, ont en effet travaillé pour discréditer notre organisation par toutes sortes de calomnies et permettre au gouvernement de prendre une telle décision. Malgré tout, notre pensée reste intacte et nous continuerons, plus que jamais, à servir la cause du peuple algérien.

Amar MESSADI.

## Cette mesure est un coup porté contre la liberté d'organisation indépendante des travailleurs nord-africains

par Saïdoun YAHYA.

L'oppression coloniale, qui écrase sous sa botte les deux tiers environ du globe, arrive au bout de son cycle d'évolution. Elle doit céder la place à des rapports plus humains et en harmonie avec le principe impréscriptible de l'égalité des nations, base invulnérable de la fraternité des peuples. Cette issue est inéluctable, du moins pacifiquement, ce qui est improbable, sinon par la violence, plus certainement.

La mise en coupe réglée de certains pays, l'épuisement des richesses du sol et du sous-sol, uniquement au profit de la nation dominante et de ses ressortissants ; évincement graduel, sinon brutal, jusqu'à extirpation totale de toute subsistance de culture nationale ; la négation absolue de tous droits sociaux et politiques, avec, pour corollaire, l'exploitation inhumaine de leurs populations, ne peut que stimuler la haine de l'opresseur et leurs aspirations vers la libération nationale.

Aussi le mot d'ordre des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes a-t-il un puissant écho. Comme il correspond à une nécessité historique, il a conquis le monde, en pénétrant dans les contrées les plus lointaines et les bourgades les plus reculées, où certains peuples ont fini par lui donner un sens ; d'autres, plus heureux, un contenu réel.

Les peuples nord-africains, tout comme les autres peuples opprimés, partagent ce sentiment. Et cela avec d'autant plus de force qu'ils se trouvent sous la férule d'un colonialisme dont le moins qu'on puisse dire est qu'il possédait certaines analogies avec celui de l'Espagne médiévale en Amérique, mais avec cette particularité, c'est qu'au lieu de décimer soi-même les autochtones, il expropria ces derniers de leurs terres et les refoula dans le Sud, laissant ce soin à la nature. Ils furent et restent encore le cobaye de plusieurs expériences de systèmes de colonisation dont ils sortaient chaque fois plus exsangues, plus opprimés que jamais.

Ajoutons à ceci les méfaits de la crise actuelle sur toutes les masses laborieuses, la ruine des fellahs petits et grands et nous aurons ainsi un tableau approximatif de l'horrible misère, que la famine existant à l'état endémique (1) ne fait qu'aggraver, en Afrique du Nord.

Sur cette base se développe un profond mécontentement. Un sentiment aussi puissant que l'était l'année dernière celui des travailleurs français, aussi grave que le trouble de l'Europe actuelle.

Certes, il ne faut pas celer le danger que représente cette situation, à l'heure où certains appétits se révèlent pour exploiter ce mécontentement, pour saper les bases de la structure de l'adversaire en fomentant et procurant les moyens et les occasions propices à son explosion, afin de l'affaiblir et de le terrasser, ainsi, facilement si la politique d'isolement réussit d'autre part.

A ces deux manœuvres doivent correspondre deux réponses. La sécurité collective, assistance mutuelle, etc., en premier lieu. En second lieu subsiste la question plus délicate et plus complexe de consolidation « des pilotes coloniaux » (le mot vaut son pesant d'opium et d'alcool), c'est-à-dire la solution parfaite de la question coloniale en conformité avec les intérêts des peuples coloniaux.

Or, il apparaît nettement que si la première est menée promptement et couronnée de succès, la seconde non seulement n'est pas ébauchée, mais souffre encore de la continuité de la politique franchement conservatrice.

La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine ne peut être autre chose qu'une mesure réactionnaire, en effet. Elle ne peut être considérée autrement que comme la négation de l'idéal républicain ; un coup grave porté au principe de la liberté d'organisation des travailleurs coloniaux, et à eux seuls.

Or, une politique bien comprise de sécurité du pays ne peut être menée par la contrainte et la force. Elle peut donner, certes, des résultats positifs immédiats, mais éphémères. Elle ne peut entamer la foi toujours vivace au fond des cœurs ; et tous les coups que l'on peut y porter ne feront que la fortifier dans l'intimité de l'être, pour s'épanouir un jour plus vigoureuse que jamais.

Car le maintien par la violence d'un pays dans l'asservissement ne peut engendrer que l'incompréhension et la haine entre les peuples. Adoucir cette violence par quelques amendements et essayer par ce moyen terme de résoudre la question si complexe des colonies, c'est laisser le problème entier.

C'est cette dernière voie qu'on a choisie pourtant. On mène une politique timorée, bi-

zarrement étrequée et fausse, tendant à amener timidement l'oppression intolérable, l'exploitation inhumaine de ces peuples colonisés. On néglige leur soif de justice, l'ambition légitime de diriger leurs pays, d'accomplir une rénovation sociale complète dans les rapports sociaux, unique issue au fléau du paupérisme ; l'aspiration profonde à s'élever à la dignité d'homme libre.

Br. f., on ne veut pas voir que c'est tout le système de colonisation qui est en jeu. On ne réalise pas qu'il a fait faillite, et l'on continue à s'accrocher à des vétilles, à des futilités. On est même persuadé, aujourd'hui, avoir garanti la sécurité du pays, alors qu'on l'a, peut-être, compromise en réalité pour demain.

La véritable politique de sécurité du pays ne réside pas là. Elle réside dans cette pensée noble et généreuse, naguère commune à tous, qui est celle des droits des peuples de disposer d'eux-mêmes. Aussi illogique qu'elle puisse paraître, cette thèse est profondément juste.

Elle est juste, car elle rétablit cette confiance entre les peuples, et par voie de conséquence, des rapports fraternels étroits, cimentés qu'ils sont par des milliers de liens intimes, économiques, spirituels et moraux.

C'est cette politique éminemment réaliste, qui fut celle de l'Etoile. Elle est celle qui a servi à sa naissance, et qui a subsisté à travers tous ses déboires, plus ou moins heureusement exprimée. Elle est celle de l'avenir, car elle apporte la solution juste non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour demain. Elle met la question de sécurité, en cette époque troublée, sur une base inattaquable, invulnérable. Sa position est conforme à l'esprit de la politique du Front populaire et sa solution, qui épouvante les timorés, cadre fort bien avec l'esprit républicain bourgeois, même franchement conservateur, dans le sens large du mot.

L'Etoile Nord-Africaine était membre du F. P., tout comme le P. S., le P. C., le P. R. S., la C. G. T., et elle a ratifié le programme commun. Ce dernier, par un fait du hasard, ne contenait aucune revendication précise des peuples coloniaux, ce qui est d'autant plus bizarre qu'on se plait à intégrer les 60 millions de coloniaux au 40 millions de Français.

Pour autant que ces revendications ne sont pas établies et ratifiées par ces organisations, l'Etoile avait non seulement le droit, mais le devoir absolu de les formuler, pour sa part, et de mener une activité politique pour les faire triompher.

Sans déprécier les avantages acquis tels que le salaire minimum, qui est une revendication née avec le prolétariat lui-même, la tolérance d'une certaine liberté de réunion, d'organisation, de parole, elle ne pouvait ne pas souligner leur caractère fictif et leur précarité. Ce n'est encore que son droit.

Le souffle républicain est magnifiquement trouvé. On le respirerait avec délice. Car les travailleurs coloniaux sont plutôt habitués jusqu'à maintenant à être traités comme du bétail, en conquis.

Mais, malgré le développement considérable de la science, on n'a pas, que l'on sache, réussi à l'heure actuelle à le convertir et à le rendre substantiel. Au surplus, le souffle républicain dans l'administration coloniale ? Sans blague ! Alors, tout le système colonial qui repose sur une administration désuète, routinière, bureaucratique, dont le joug devient chaque jour intolérable aux coloniaux, doit sauter ? L'amender, le corriger, solutions qui laissent sceptique. L'Etoile devait le dire, elle ne s'en est pas retenue, tout comme elle a signalé l'inefficacité des timides distributions de pain aux affamés.

Est-ce faire œuvre d'anti-français que de mener une telle politique ? Est-ce miner la sécurité du pays que d'avoir une conception plus élevée de cette notion ?

Le peuple français qui est de 40 millions, non pas d'un demi-million (ceux de l'Afrique du Nord) n'a pas d'intérêts irréconciliables, incompatibles avec ceux des peuples coloniaux. Il ne saurait couvrir de son nom tous les méfaits de la colonisation. Il ne saurait permettre qu'on lui cède plus longtemps.

Pourtant c'est ce que l'on tente de faire maintenant. On dissout l'Etoile parce qu'elle possède une influence réelle, très grande, sur les travailleurs nord-africains, qu'elle n'hésite pas à porter devant les ouvriers français ces méfaits pour les stigmatiser.

On fait certaines insinuations, laissant entendre que l'Etoile est stipendiée pour mener une certaine politique de désagrégation de l'empire, qui fait partie d'un système de menées et d'intrigues dont les fils se concentrent à Berlin. On sait pertinemment que c'est faux, archi faux ; mais on continue quand même, car la fin justifie les moyens. Il s'agit de spéculer sur la haine du fascisme de l'ouvrier français et sa méconnaissance des buts et des moyens de l'Etoile, pour abuser de sa confiance à la faveur d'une campagne de ca-

lommies et ourdir et finalement faire porter cette mesure inique contre une organisation du Front populaire. Car on connaît très bien la noblesse et la générosité de l'âme ouvrière française pour les causes nobles et justes. Celle de l'Etoile en est une, et cela, on le sait aussi.

Le coup qui porte la mort à l'Etoile Nord-Africaine, membre du F. P. est salué avec joie par la réaction fasciste et tous les colonialistes. Mais qu'importe, si cela a pour double avantage de masquer certains abandons de principe et son inaptitude à formuler une solution virile et juste à la question coloniale !

Mais les travailleurs nord-africains connaissent la valeur du coup qu'on vient de leur porter par la dissolution de leur organisation. Ils ne sauraient être abusés par cette campagne immonde. Ils savent la somme de sacrifices qu'il fallait s'imposer, les gros sous qu'il fallait ramasser, les temps de loisir consacrés pour lui permettre de vivre et de mener la lutte. Ils connaissent ses dirigeants, car ils sont sortis de son sein et, élus démocratiquement par lui, partagent leurs propres aspirations et leurs besoins. L'Etoile Nord-Africaine est leur, intimement, profondément.

En la frappant de dissolution, on n'a pas frappé l'organisation en tant que telle, mais les travailleurs nord-africains. On veut dresser des obstacles à leur organisation, qui leur permet de se rassembler pour formuler leurs revendications, pour discuter et lutter, unis jusqu'à leur abaissement.

On veut par là les juguler et les livrer sans défense à l'exploitation colonialiste, à toutes les brimades, les maintenir à l'état de sujétion, d'infériorité sociale.

Ainsi, désormais, puisqu'il y a quelque chose de changé dans le Front populaire, ce sera pire qu'auparavant. On considère comme crime pour le travailleur nord-africain d'aimer son pays, de le désirer prospère, d'aspirer au progrès, au bien-être dans sa patrie libérée du colonialisme.

## Lettre de notre directeur envoyée au président du Rassemblement Populaire

Paris, le 3 février 1937.

Messieurs les membres du Comité du Rassemblement populaire, Paris.

Nous avons l'honneur de vous écrire la présente pour porter à votre connaissance notre protestation contre la décision prise par le gouvernement issu du Rassemblement populaire dissolvant l'Etoile Nord-Africaine.

Nous sommes certains que cette mesure injuste vous a surpris, comme elle a surpris une grande partie de l'opinion publique.

Cette mesure a, d'autre part, soulevé une profonde indignation dans la population musulmane travaillant en France et parmi celle de l'Afrique du Nord ; et très certainement, elle a soulevé un mécontentement dans les masses laborieuses de France. Comme vous le savez, l'Etoile Nord-Africaine est membre du Rassemblement populaire depuis sa création et elle a en toute circonstance manifesté ses sentiments antifascistes et anti-racistes. Elle a toujours, et à chaque occasion, participé aux côtés du peuple français à toutes les manifestations pour le pain, la paix, la liberté et l'école.

Elle a participé en particulier aux deux grands défilés du 14 juillet 1935 et du 14 juillet 1936 où elle a groupé plus de 35.000 Nord-Africains. La direction de l'Etoile a en toute occasion manifesté ses meilleurs sentiments envers le Front populaire et ses dirigeants. Nous estimons qu'il est inutile de continuer les exemples, car vous les avez sûrement constatés vous-mêmes.

Cependant, il est de notre devoir de souligner devant vous la gravité et le danger que cette mesure de dissolution de l'Etoile peut créer chez les Musulmans, car le fascisme ne fait que guetter l'occasion pour attirer à lui les Nord-Africains et pour entraver l'action du gouvernement du Front populaire. Nous sommes convaincus que cette mesure a été prise sans qu'on ait mesuré les conséquences et la déception que celle-ci provoquerait dans le monde musulman. Quant à nous, malgré cette mesure injuste — car l'Etoile n'est pas une organisation factieuse ni paramilitaire, mais bien une organisation prolétarienne qui lutte pour les libertés démocratiques — nous sommes et nous restons antifascistes et dans le Rassemblement populaire. Aussi, pour éclairer l'opinion et ramener le calme dans les esprits, nous demandons au Comité de désigner une Commission d'enquête afin de connaître les raisons qui ont amené le gouvernement à dissoudre l'Etoile Nord-Africaine et nous sommes prêts à venir devant le Comité pour nous faire entendre.

Dans l'attente, veuillez agréer, messieurs, nos sincères salutations.

Pour la direction de l'Etoile :  
MESSALI HADJ.

# Les amis de « El Ouma »

## Où sont les provocateurs ?

### LETTRE D'ALGER

Monsieur le directeur du journal El Ouma, J'ai l'honneur de vous informer qu'un meeting a été tenu le 24 janvier par les gens du Congrès musulman algérien, au sujet du projet Viollette. En tant que musulmans algériens, nous nous sommes rendus à ce meeting, où de notre volonté anti-assimilationniste, mais que les gens du Congrès, par leur agissement et leurs provocations, auraient transformé en bagarres sanglantes sans notre sang-froid et notre calme.

Certes nous sommes allés à ce meeting dans le but de parler devant le peuple et de lui développer notre opinion sur le « projet Viollette ».

Cependant, malgré nos demandes répétées, la parole nous fut catégoriquement refusée, sous prétexte que le nombre d'orateurs était limité, ce qui fut démenti par la suite.

A l'ouverture de la séance, « La Marseillaise » retentit suivie de « L'Internationale » immédiatement couverte par l'hymne national chanté par la majorité des assistants. Cela ne fut pas du goût des Lamouidi et autres communistes qui donnèrent l'ordre à ces apprentis provocateurs de nous chercher querelle, afin de créer du désordre pour justifier notre expulsion.

Cinq des nôtres furent donc expulsés et bousculés. Voyant la manœuvre, nos militants ne réagirent pas et se contentèrent, suivis par une grande partie de la salle, de sortir dans le calme et la dignité.

De véritables provocations furent organisées le lendemain contre nos principaux militants. Notre frère Khefifa et Bouzid furent provoqués et frappés place du Gouvernement. Grâce à notre calme et à notre esprit de discipline le pire fut évité.

Quant à la dissolution, si elle réjouit nos adversaires politiques elle constitue l'acte par lequel le peuple se rend compte que les nationalistes sont ses seuls et vrais défenseurs parce qu'ils se sont engagés dans la meilleure voie : celle de la dignité et de l'émancipation.

Les serviteurs de leur pays.

Télégrammes envoyés par nos sections pour protester contre la dissolution de l'Étoile.

Monsieur le président du Conseil, Paris. Musulmans Nord-Africains, Clermont-Ferrand.

Dissolution inattendue Étoile Nord-Africaine par gouvernement issu Rassemblement populaire, avec véhémence protestent contre telle décision contraire serment 14 juillet, s'élèvent également contre projet Viollette contraire aspiration peuple musulman algérien.

Belaïd.

Cherchell à M. Léon Blum, Paris, Protestons énergiquement contre dissolution Étoile Nord-Africaine tendant créer mécontentement et jeter musulmans dans bras fascistes.

Un groupe de musulmans cherchellois.

Guelma. — Population guelmoise réunie ce jour (30 janvier) proteste avec énergie contre dissolution éventuelle Étoile Nord-Africaine. Indignation générale.

Section de Guelma.

Nos lecteurs remarqueront que la section de Guelma a envoyé le télégramme avant même le fameux décret de dissolution.

Région lyonnaise, Comité directeur régional proteste énergiquement contre dissolution notre organisation adhérente Front populaire. Revendique liberté association, presse, parole, réunion, octroi libertés démocratiques, lois sociales et ouvrières. S'élève avec indignation contre projet Viollette donnant droit vote minorité privilégiée, demande suffrage universel pour toute élection assemblées algériennes, abolition code indigénat, code forestier et lois d'exception.

Section de Lyon. — Proteste énergiquement contre dissolution organisation.

Section d'Oullins. — Algériens Oullins protestent énergiquement contre dissolution Étoile Nord-Africaine, organisation démocratique.

Section Villeurbanne. — Protestons contre dissolution Étoile Nord-Africaine. Revendiquons libertés d'association, école, pain, paix, liberté.

Section de Monplaisir. — Proteste vigoureusement contre dissolution Étoile Nord-Africaine, organisation légalement constituée, adhérente Front populaire.

## La déclaration de M. Kara à L'Intransigeant

Nous nous excusons auprès de la population musulmane de Tlemcen de leur parler de leur ancien caïd qui, vraiment, ne fait pas honneur à l'ancienne capitale des Beni Siânas.

Certes nous savons que le nom de M. Kara ne devrait pas paraître dans les colonnes de ce journal, car c'est trop d'honneur pour l'ancien missionnaire. Ce que nous voulons simplement, c'est publier ce qu'a dit ce dernier au journal L'Intransigeant du 11 février 1937, avec quelques courts commentaires.

« Ne suis-je pas Français ? me dit-il. J'ai été chargé de bien des missions de confiance. J'ai été officier de renseignements au Maroc, je suis commandeur de la Légion d'honneur. Pourtant la France n'a pas encore fait de moi un citoyen. Combien de musulmans algériens ont prouvé qu'ils étaient vraiment Français, peut-être beaucoup mieux que certains Français... Je sais ce que je dis ! Je vous assure que, personnellement, ça me touche le cœur quand je vois quelques-uns de ceux que vous avez admis dans la famille française et que je suis obligé de penser : ceux-là sont citoyens français, ils sont supérieurs à toi ! »

Et, plus loin, voici ce qu'il ajoute : « C'est en faisant de nous des sans-patrie que vous semez ici le germe d'un nationalisme nouveau. Certes je ne dis pas cela pour moi ! Mais vous avez malheureusement laissé s'infiltrer ici des « oiseaux » qui ont dérangé pas mal de jeunes têtes au nom du nationalisme algérien. Ceux-là, pourtant, sont une famille française et que je suis obligé de penser : ceux-là sont citoyens français, ils sont supérieurs à toi ! »

M. Kara est bien peigné et bien malheureux, vraiment la France ne reconnaît pas ses serviteurs. Voici un bougre qui a rendu tant de services à la France ; il a été non seulement, comme il le dit, chargé de missions délicates, agent de renseignements au Maroc, mais, pour couronner cette belle carrière, il a encore été

La section d'Alger a également adressé un télégramme dont nous ignorons le texte. Section Rouba. — Président du Conseil, Paris. Le gouvernement de Front populaire, en dissolvant l'Étoile, a commis l'acte le plus antidémocratique qu'il soit envers une organisation qui défend avec désintéressement les intérêts des musulmans algériens.

Sous l'égide de la France et par surcroît un parti frère, ami et membre du Front populaire. La section de Rouba ainsi que toute la population musulmane s'élèvent avec énergie contre une telle décision qui ne fait qu'accroître le mécontentement au profit des fascistes.

De Clermont-Ferrand. — Musulmans nord-africains Clermont-Ferrand saluent en vous symbole liberté notre peuple, vous renouveau confiance imache. Tous militants réproutent décision dissolution Étoile, s'élèvent contre projet Viollette. — Belaïd.

Un groupe de musulmans, artisans, oulémas, commerçants, ouvriers, félicitent l'héroïsme et l'énergie de Messali Hadj en lui donnant leur confiance pour son attitude prise contre le projet Viollette qui pourrait nous diviser et briser l'union nord-africaine.

Un groupe de vrais musulmans bônais qui travaillent.

## Souscription nationale

Les Algériens n'ignorent plus maintenant la vraie face de nos « civilisateurs ».

La campagne violente menée contre nous doit ouvrir les yeux aux plus aveuglés.

Vous n'ignorez pas les moyens dont ils disposent pour mener cette campagne et maintenir leurs privilèges. Vous savez à quoi vous en tenir maintenant vis-à-vis de la presse trompeuse ; les hommes qui la dirigent viennent d'être pris en flagrant délit.

La duperie ne doit plus exister. Nous sommes, j'en suis certain, d'accord pour certifier que notre salut n'est que dans notre union, la lutte organisée et l'action.

Il s'avère de plus en plus que notre « El Ouma » est notre seul défenseur. Il appartient à nos militants, à nos lecteurs, à tout Algérien de le diffuser, de faire tout pour maintenir son existence, qui est, pour nous, d'un intérêt vital.

Une souscription en sa faveur est ouverte. Il est du devoir de chaque Algérien de faire circuler nos listes, afin de recueillir l'argent.

« El Ouma » partout !

La lutte, avec l'admirable sacrifice de nos frères, doit continuer avec plus d'ardeur que jamais.

A. K.

Un groupe de Musulmans de Stoum Vive l'Islam, 50 fr.; de Drancy, 65 fr.; de Hautmont, 105 fr. 50; Bologne, 64 fr. 75; Par ouamar Saïd et ses amis, 80 fr.; anonyme, 15 fr. 50; Si Meziane (Mont-Rouge), 20 fr. 20; de Lyon, 505 francs; de Saint-Etienne, 105 fr.; liste n° 277, 47 fr.; Aït El Hadj-Michelet, à Clermont, 20 fr.

La section d'Alger nous communique qu'elle vient de faire une souscription en faveur des étudiants de cheikh Baddis, qui a produit 1.046 fr.

## La déclaration de M. Kara à L'Intransigeant

caïd avant que la loi du cumul ne soit votée.

Les Tlemséniens, qui sont des gens curieux, devront demander à M. Kara de leur expliquer ce que c'est qu'un agent de renseignements et quelle est sa besogne. Ce qui serait plus intéressant — ne serait-ce que pour nous instruire — ce sont quelques détails sur les missions importantes qu'a remplies M. Kara. Est-il parti à la Mecque ? Qu'a-t-il fait ? A-t-il été pour espionner ou combiner ? Dieu seul sait tout cela, et c'est à lui qu'il doit rendre compte de ce qu'il a fait et de ce qu'il a dit. S'il ne veut pas le dire maintenant, eh bien ! il le dira demain. Cet homme n'a pas oublié son métier, et la preuve, il a déclaré à L'Intran, déjà cité plus haut, ce qui suit : « Mais vous avez malheureusement laissé s'infiltrer ici des « oiseaux » qui ont dérangé pas mal de jeunes têtes au nom du nationalisme algérien ».

M. Kara est libre d'intriguer contre nous, car sa déclaration nous vise, mais nous préférons, quant à nous, être des oiseaux comme l'hirondelle, annonçant le printemps, que de faire un agent de renseignements au Maroc et un missionnaire au compte de l'impérialisme.

La population de Tlemcen est maintenant renseignée sur celui qui a eu tous les titres de la création : agent de renseignements, missionnaire, caïd, indicateur et président du cercle de Cheikhokha.

Mais, malheureusement, le bougre n'est pas content ; il veut son bulletin de vote, na !

Mais c'est simple, « vieux fauve » ! (le terme n'est pas de nous) : un papier timbré à 4 francs et vous serez heureux.

L'ŒIL DU MECOUAR.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le gérant : SI DJILANI. Imp. du Centaure, 17, rue La Pérouse, Paris-16.

## Musulmans nord-africains, refusez toute propagande fasciste parmi vous et restez fidèles à votre serment

Depuis la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine, les fascistes tentent, en exploitant le mécontentement que cette mesure inique a soulevé, de recruter et de dresser les Arabes contre le Front populaire. Déjà, huit jours après la dissolution de l'Étoile, on a pu lire dans Le Flambeau un article intitulé en gros caractères : « Frères indigènes, reconnaissez vos amis de vos ennemis, et venez avec nous. » Une propagande intense est menée dans les usines en vue de dresser les Arabes contre les juifs, contre la C. G. T. et contre les partis de gauche.

D'après les nouvelles qui nous parviennent, il paraît que des promesses sont faites aux Nord-Africains pour leur trouver du travail et on leur promet de très sérieux avantages. Ceci était à prévoir, car les fascistes ont toujours travaillé dans l'espoir de trouver des forces auprès des Nord-Africains en faisant valoir la question « juive », mais l'Étoile Nord-Africaine était toujours là pour déjouer leurs plans ; aujourd'hui, c'est le gouvernement du Front populaire et le silence approuvateur des partis de gauche qui ont donné aux fascistes cette occasion. Nous éprouvons de la peine à faire cette constatation, mais c'est quand même une vérité.

En tous cas, ce que nous recommandons à nos compatriotes, c'est de ne pas tomber dans ce piège, de rester calmes, de conserver nos conceptions politiques, de suivre le peuple français pour protester contre la dissolution et pour lutter pour les libertés démocratiques. Aussi, partout, renforcez les « Amis d'El Ouma » en criant : « Vive la liberté ! »

## Quelques informations

### Deux journaux arabes poursuivis en Tunisie

De L'Action Tunisienne du 28 janvier 1937 : Jeudi dernier, un communiqué de la Résidence paru dans les journaux du matin nous apprenait que le journal El Watane était suspendu pour huit jours et poursuivi pour une caricature de nature à pousser à la haine des races.

Cinq jours après, un journal humoristique : Ech-Chabab, était l'objet de poursuites pour une caricature jugée offensante pour certains chefs de gouvernements étrangers.

Est-ce un commencement ? La campagne de panique des prépondérants commence-t-elle déjà à porter ses fruits ? Sans chercher à discuter l'opportunité de ces poursuites et tout en laissant aux tribunaux plus qualifiés que nous le soin de dire s'il y a ou non délit, nous protestons contre la mesure de suspension qui préjuge de la décision qui sera rendue sur le fond et qui constitue à nos yeux un vestige intolérable de l'arbitraire administratif.

Mais, ajoutons-nous, ces procédés ne nous étonnent plus depuis l'arbitraire de la dissolution de l'Étoile. Ils émanent d'une volonté bien déterminée des colonialistes de tout poil de réduire à néant toutes critiques ou même de simples observations contre le système constructeur d'asservissement que nous que représente le colonialisme. A notre complet, solidarité nous joignons un appel à nos frères de l'Afrique du Nord pour une union étroite pour la lutte libératrice.

### MEURES DE SOUDARDS

De L'Avenir Social (Tunis), 17 janvier 1937 : Vendredi après-midi, un petit Arabe de sept ans, ramasseur de mégots, qui était penché sur les tables du cercle militaire pour accomplir son infatigable besogne, recut, sans raison, de la part d'un lieutenant attablé, un formidable coup de pied en pleine figure. Le pauvre enfant alla rouler, inanimé, sur le sol, la face ensanglantée ; il dut être conduit à l'hôpital. On dit qu'il a la langue coupée et l'avant-bras brisé.

Un marchand de journaux qui se trouvait là, indigné (on le serait à moins), voulut intervenir. Pour cela il fut emmené au poste, où on lui dressa procès-verbal. Quant à la brute gauloise, elle ne fut plus inquiétée par la police, mais dut se réfugier peureusement à l'intérieur du Cercle militaire, pour se mettre à l'abri de la colère du public, qui, en quelques instants, grossit jusqu'à dépasser la centaine, stationnant, grondant et criant vengeance sur les lieux de l'incident.

La police, accompagnée du commissaire, arriva en grand nombre pour protéger le sauvé en uniforme qui se cachait.

Pendant plus d'une heure, la foule resta massée. Nous voulons croire que des mesures sévères frapperont cet officier auteur d'un si lâche attentat, perpétré sur un frère et innocent petit gamin ; que, devant l'abjection de ce geste, la sensibilité des juges, pour une fois, prendra le dessus sur leur esprit colonialiste...

### LIGUE DE DEFENSE DE LA RACE NEGRE

5, rue des Goncourt, PARIS (11<sup>e</sup>)

Un meeting interdit sans raison

Nous recevons, avec prière d'insérer : (J. Off. du 25 mai 1927) Paris, 4 février 1937.

Cher compatriote, cher camarade, La Ligue de défense de la race nègre avait organisé, pour le 2 février, un meeting dont vous trouverez ci-joint un tract en indiquant l'objet.

Ce meeting a été interdit et plusieurs milliers d'Arabes de banlieue, qui n'avaient pu

## LES ÉCHOS SUR LA DISSOLUTION DE L'ÉTOILE

### La joie des requins de la colonisation

Bulletin hebdomadaire de presse du Comité de propagande des Républicains nationaux

#### UN BON POINT A M. BLUM

« Félicitons le gouvernement d'avoir prononcé la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine... Il n'y a que le premier pas qui coûte, monsieur Blum, et vous pouvez vous sacrer « gouverneur national et du bien public » quand vous aurez purgé ce pays et nos possessions d'outre-mer de tous les champignons vénéneux... »

Mais là ne s'arrêtent pas les compliments des de Kéréllis, unis en un saint front unique de combat contre les peuples coloniaux en lutte pour un noble idéal d'émancipation nationale.

#### UN AUTRE BON POINT

A M. LATZARUS-GALLUS DE « L'INTRANSIGEANT »

« Le gouvernement a cru bon de dissoudre l'Étoile Nord-Africaine et nous l'en félicitons d'autant plus volontiers que nous lui avions nous-mêmes demandé cette mesure. »

L'opposition n'existe plus, tous commencent dans le même esprit colonialiste, et cela les journaux coloniaux vont le confirmer :

#### UNE AVALANCHE DE BONS POINTS

A M. L. BLUM

Le Maroc du 31 janvier 1937 :

« C'était un acte nécessaire et qui prend toute sa force de caractère essentiellement libéral de l'acte gouvernemental... » « L'acte du gouvernement... est inspiré, pleinement, par une vision très sûre de la tradition française et des destinées de l'entité impériale française. »

Oui ! une vision très sûre de la tradition réactionnaire et foncièrement impérialiste, cela est incontestable.

#### DES BONS POINTS ? EN VEUX-TU ? EN VOILÀ !

Tunisie Française du 27 janvier 1937 : « Le gouvernement... a pris une mesure de dissolution qui s'imposait... »

Mais s'il n'y avait que cela, il n'y aurait pas beaucoup à reprendre, édifiés que nous sommes sur la presse colonialo-fasciste. Mais Tunisie Française nous fait entrevoir des menaces extrêmement graves :

« ...Le gouvernement du protectorat, alerté par les manifestations d'indignité... ait déjà... pris les mesures de précaution et de sauvegarde nécessaires... »

Ce sont peut-être ces mesures de précaution qu'on mit en usage contre deux journaux de langue arabe. Plus ça change...

Nous pourrions allonger la liste des journaux réactionnaires qui, tous, à l'envi, encensent le gouvernement pour cette mesure arbitraire qui exclut les travailleurs nord-africains des droits à la liberté d'organisation.

Par contre, les journaux de « gauche » peuvent se compter sur le bout des doigts, qui ont élevé une timide protestation. Pas un mot de commentaire du Populaire, organe officiel du gouvernement, du Peuple, organe de la C.G.T. ; l'Humanité, après quinze jours de silence, consent enfin à le rompre et, sous la plume de DeLoche, passe un article flandrieux, jésuitique, plein de perfides insinuations qui sont loin de faire honneur à son auteur et au journal qui a abrégé cette prose.

Heureusement que quelques journaux réellement de gauche apportent un témoignage vivant de l'activité de l'Étoile et de ses membres :

#### La Vague du 1<sup>er</sup> février 1937 :

« En septembre 1936, aux Lilas, les ouvriers occupaient une usine : parmi eux, des Nord-Africains que les émissaires du service de police spéciale de la rue Lecourbe incitaient à se désolidariser de leurs camarades et à briser la grève. Il a suffi d'envoyer un pneu et un camarade de l'Étoile vint aussitôt haranguer, en arabe, les grévistes nord-africains, les exhortant à rester dans la lutte aux côtés de leurs frères de misère. »

Cela est particulièrement réconfortant ; on reconnaît ses amis dans le malheur. En effet, l'Étoile n'a jamais dit et ne dira jamais aux travailleurs nord-africains de :

connaître à temps cette interdiction, venus par taxis, autocars, métro, etc., ont dû s'en retourner, ayant fait, inutilement, un déplacement onéreux.

Notre Association n'ayant jamais trouble l'ordre public, cette interdiction ne s'explique que parce que cette manifestation était désagréable à certains membres du gouvernement ou à certains partis politiques, actuellement bien en cour.

Il y a là une preuve que le gouvernement actuel, grisé par son succès électoral et par l'indulgence de l'opinion à son égard, croit pouvoir disposer à son gré des libertés constitutionnelles et démocratiques.

Notre Association veut adresser une requête au ministre de l'Intérieur pour être autorisée à tenir prochainement un meeting, sur le même sujet que celui que l'on vient d'interdire.

Cette requête est une forme de protestation contre la violation des libertés démocratiques que constitue l'interdiction précédente.

En appuyant, par les moyens en notre pouvoir, notre requête actuelle, en exigeant que notre droit de réunion soit respecté, puisque personne ne songe à troubler l'ordre public à cette occasion, vous manifesterez votre volonté que les libertés de tout le monde soient sauvegardées, quel que soit le gouvernement au pouvoir.

Vous travaillerez ainsi, en outre, à empêcher que des mesures arbitraires soient prises à l'avenir contre vous-même ou contre vos associations.

Le président : E. FAURE.

faire les jaunes pendant les grèves et les persuade d'adhérer à leur syndicat respectif.

#### UN AUTRE TEMOIGNAGE

La Lutte Ouvrière du 5 février 1937 : « L'Étoile Nord-Africaine, organisation groupant les travailleurs nord-africains, sur des revendications démocratiques et d'émancipation nationale, vient d'être dissoute par le gouvernement de Front populaire, d'une manière encore plus réactionnaire et odieuse qu'elle avait été dissoute par les précédents gouvernements radicaux d'Union nationale. On a même manœuvré pour éviter toute possibilité d'appel devant les tribunaux ! »

« Toutes les fois que, dans une usine, le patronat féroce s'efforçait d'utiliser les travailleurs nord-africains contre les ouvriers français, l'Étoile intervenait pour prêcher la solidarité de classe. Elle n'acceptait pas que l'impérialisme divisât les exploités métropolitains, en se servant des esclaves coloniaux ! »

Une affirmation de solidarité qui a pour elle le mérite d'être franche et probe. La haine dont on la poursuit est due en partie à sa fidélité à l'hostilité foncière au colonialisme, à l'impérialisme.

Signaons en passant le silence absolu de la presse indigène d'Algérie qui est dans la règle des choses : servilité et bassesse, voilà la règle de leur politique. Pas une voix honnête, probe... Quelle dégénérescence !

Mais quant aux autres, un petit aperçu d'une lettre d'un Algérien :

D'un journal de Clermont-Ferrand : Pour une France plus belle, plus grande et plus prospère, pour une France unie et immortelle : la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine vient d'être décrétée.

En effet, la bêtise est immortelle, c'en est une belle preuve. Ah ! qui de coups de pieds au... qui se perdent !

## Un geste de libéralité trop intéressé...

Quand on affirmait qu'enfin nous sommes entrés dans une ère de libéralité magnanime, de générosité, etc., nul ne voulait en convenir.

Voici, justement, une histoire qui, si elle ne le convainc pas, c'est qu'il est totalement « bouché », ou un contempteur de cette politique ou alors, sûrement, un agent de Hitler.

Cette histoire est l'épilogue d'une autre bien vieille datant de 1872. (Journal officiel, 22 septembre 1936.) A cette dernière date, les indigènes du douar El-Ma El-Abiod, tribu des Ouled-Sidi-Hid, commune mixte de Tebessa (commune mixte correspond à une délicieuse délimitation administrative coloniale), vinrent leur bien séquestré, sous prétexte de préséance à leur participation à l'insurrection.

Une grande partie des terres fut confiée à la colonisation (serait-ce les fameuses mines ?). L'autre, sur laquelle se dressaient les maigres chaumières de cette malheureuse tribu, fut engagée en procédure de... rachat par les indigènes. (J. O. du 22 septembre 1936.)

Rien que de légitime dans cette démarche de bien humbles fellahs. Mais depuis cette époque, ça traîne en longueur, en d'interminables procédures où leurs économies ont certainement fini par être englouties.

Heureusement, nos pouvoirs publics ont fini par s'éveiller et, en un trait de plume, de résoudre ce problème, véritable imbroglio de procédure.

Mais comm : leur intervention ne peut être que généreuse, ils firent un geste large, royalement magnanime, tout simplement l'abandon des terres séquestrées.

Mais comme il y a abandon et abandon, pour celui-ci, les pouvoirs publics ne demandent que l'infinie somme de 137.479 fr. pour 14.280 hectares.

Passé ce que soit leur terre, depuis les temps médiévaux, qu'on fasse payer, mais les conditions draconiennes du contrat interdisent tout rachat par le fellah pauvre. Les terres sont échelonnées en deux échéances, dont la première un mois après accord comportant la moitié de la somme, l'autre un an après, faisant intérêt 5 %.

Passé échéance non réglée, signification sera faite par le bureau du domaine et la déchéance déclarée ; les humbles fellahs présentement de leurs forces, en ce temps de crise, se verront frustrés de leur premier versement, fruit de privation et d'économie.

Ce n'est pas tout, l'Etat se réserve toute trouvaille : antiquités, mines, phosphates, dont la non-déclaration entraînera des dommages-intérêts.

Il n'y a pas que ça ; pour leur faire apprécier ce geste magnanime, les pouvoirs publics s'empressent de les avertir que ces terres sont impropres à la colonisation. Oui, car cette dernière n'en veut pas, de là son estimation à 137.479 francs.

Eh ! Eh ! On est ou on n'est pas généreux !